

Groupe International Consultatif
Projet d'Exploitation Pétrolière et d'Oléoduc Tchad-Cameroun

26 janvier 2007

COMMUNIQUÉ

RENCONTRES À WASHINGTON ET PLANIFICATION ANNUELLE 2007
8 – 12 janvier 2007

Le Groupe International Consultatif (GIC) pour le Projet d'Exploitation Pétrolière et d'Oléoduc Tchad-Cameroun (Projet) a tenu sa session de planification annuelle et de rencontres à Washington du 8 au 12 janvier 2007.

Le Groupe a procédé à un échange de vues sur les développements intervenus dans le contexte du Projet depuis sa dernière visite statutaire en octobre 2006 en rencontrant divers interlocuteurs : représentants d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), Fonds Monétaire International (FMI), Société Financière Internationale (SFI) et les équipes de la Banque Mondiale responsables des projets au Tchad et au Cameroun.

Le GIC a également fait le point le 11 janvier, sur ses constats, conclusions et réflexions avec le Directeur Général et Président intérimaire du Groupe Banque Mondiale (BM), Monsieur Juan José Daboub.

MISES À JOUR SUR LE PROJET

Les mises à jour sur le Projet pipeline et les projets connexes de renforcement des capacités ont permis au Groupe de faire le point avec ses interlocuteurs sur plusieurs sujets de préoccupation identifiés dans ses derniers rapports de missions statutaires au Tchad et au Cameroun :

- Protocole d'Accord du 13 juillet 2006 entre le Gouvernement du Tchad et la Banque Mondiale : l'Assemblée Nationale du Tchad a adopté le 2 janvier le Budget général de l'État pour 2007 qui prend en compte les termes du Protocole d'Accord notamment l'allocation de 70% des dépenses totales à des programmes de réduction de la pauvreté. Le processus de révision de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté, bien qu'accusant un retard de plusieurs mois sur le calendrier initial, se poursuit avec pour objectif d'être suffisamment avancé pour guider la programmation budgétaire du pays dès la préparation du budget 2008. Et le Gouvernement, en partenariat avec la BM et le FMI, travaille sur la définition d'un mécanisme de stabilisation pour 2007 et les années suivantes concernant la gestion des excédents budgétaires dus aux revenus pétroliers par rapport aux prévisions de dépenses annuelles.
- Occupation des sols dans la zone pétrolière : la SFI et Exxon poursuivent leurs discussions autour de la définition d'un plan d'actions approprié pour donner suite à l'évaluation indépendante en cours du Plan de Compensation et de Réinstallation diligentée par la compagnie en 2006. Cette question appelle une action concertée et rapide.
- Concernant le Cameroun : le Groupe a reçu une mise à jour sur l'exécution du Projet de Renforcement des Capacités de Gestion de l'Environnement dans le secteur pétrolier

(CAPECE), la gestion des parcs nationaux Campo-Ma'an et Mbam et Djerem, et sur le processus d'évaluation environnementale du projet de barrage sur le Lom-Pangar.

- Ateliers sur le rapport d'achèvement: la Banque mondiale s'est engagée à publier les rapports des ateliers sectoriels qui s'étaient tenus en octobre 2005 à N'Djaména et à Yaoundé dans le cadre de la préparation du « Rapport d'Achèvement » du Projet d'Exploitation Pétrolière et d'Oléoduc Tchad-Cameroun.

PLANIFICATION ANNUELLE 2007

En réunion de travail interne, le GIC a évalué son travail depuis sa session de planification de janvier 2006 et identifié les priorités qui le guideront dans ses prochaines interventions.

Évaluation générale à fin 2006

Contexte d'intervention

L'année 2006 a été marquée au Tchad par la détérioration puis la reprise des relations du pays avec la Banque mondiale consacrée par la signature du Protocole d'Accord le 13 juillet autour de la question de la gestion des revenus pétroliers. La question sécuritaire était également au premier plan, le pays devant faire face à une rébellion très active qui a connu une accalmie en fin d'année au moment de la signature d'un accord de paix entre le Gouvernement et l'un des mouvements rebelles.

Le Tchad a continué de traverser une crise financière importante au cours du premier semestre, mais qui s'est en partie résorbée au second semestre permettant le paiement plus régulier des salaires courants et la résorption d'une partie des arriérés de salaires et de pensions dans la fonction publique.

Au Cameroun, les performances financières et économiques ont permis au pays d'atteindre le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) impliquant une réduction d'une partie substantielle de sa dette. Le pays s'est par ailleurs entendu avec la Banque mondiale sur une prorogation du CAPECE de deux ans devant permettre de compléter les activités restantes d'ici le 30 novembre 2007.

Concernant le Projet pipeline, le rattrapage de la production pétrolière moindre que prévue n'a pas eu lieu malgré la mise en service de nouveaux champs et le programme de densification des puits lancé par Esso. La compagnie a intensifié le processus de restauration et de restitution des terres aux populations mais la question de l'occupation des sols par le Projet restait un point sensible exigeant réponse mais non encore résolu en fin d'année.

Le prix du brut sur le marché international ayant connu des hausses substantielles en 2005, le Tchad a perçu dès le mois de mars puis en octobre 2006 les premiers impôts sur les bénéfices des sociétés du Consortium pétrolier et a pu transcrire ces recettes imprévues dans ses deux collectifs budgétaires.

L'amélioration des relations entre Esso et les ONG constatée dès 2005 s'est confirmée en particulier au Cameroun. Et l'expérience pilote de surveillance du pipeline par les populations riveraines s'est révélée un succès au Cameroun et son extension était envisagée par COTCO (*Cameroon Oil Transportation Company*).

Au niveau du travail du GIC

Pour des raisons différentes, le Groupe n'a procédé en 2006 qu'à une seule mission statutaire dans les deux pays – en mars au Cameroun et en septembre/octobre au Tchad – mais qui, prolongées à neuf jours et trois semaines respectivement, lui ont cependant permis de couvrir les priorités qu'il s'était données lors de sa réunion de planification en janvier 2006.

Au Cameroun, une partie de la mission 11 a été consacrée au suivi sur le terrain de la gestion des deux parcs nationaux et des populations vulnérables touchées par le Projet qu'il n'avait pu réaliser lors de la mission 10.

Au Tchad, malgré une exécution budgétaire perturbée par les conséquences du différend entre le pays et la Banque mondiale, le GIC a rendu compte dans son récent rapport de mission de la gestion des revenus pétroliers et de l'impact des activités pétrolières sur le terrain.

Priorités pour 2007

Les priorités du GIC pour 2007 sont annoncées dans son Plan de travail mi-2006 – mi-2008.

Extraits du Plan de Travail mi-2006 – mi-2008 :

« Au Tchad, l'accent portera avant tout sur l'évaluation de l'impact des dépenses financées sur les revenus pétroliers, directs ou indirects, sur l'amélioration du bien-être des populations. En parallèle, le Groupe continuera de suivre la qualité de la gestion des impacts environnementaux et sociaux pendant la phase de production du Projet Doba, les activités complémentaires d'exploitation et de construction sur les champs dits satellites, et d'autres processus en cours tels que l'amélioration du cadre légal et réglementaire ou encore le renforcement des capacités institutionnelles.

Au Cameroun, l'accent sera mis sur l'évolution de la mise en œuvre de mesures compensatoires sociales et environnementales au Projet confiées à la FEDEC (Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun), à savoir : la gestion des parcs nationaux Campo-Ma'an et Mbam et Djerem et la protection des populations autochtones vulnérables Bakola/Bagyeli. Le Groupe continuera également de s'intéresser au projet de barrage sur le Lom-Pangar, aux impacts et acquis du renforcement des capacités locales à travers l'effectivité du CAPECE, et au suivi donné par ses interlocuteurs principaux à leurs engagements pris au début du Projet et aux recommandations formulées régulièrement par le GIC. »

Par ailleurs, dans le cadre d'une réflexion sur la mise en œuvre de son mandat dans les périodes à venir, le GIC a affiné ses méthodes de travail qui lui permettront de concentrer ses interventions sur des sujets et résultats spécifiques. Cette adaptation des méthodes de travail présidera à la préparation de la Mission 12.

Programme de travail annuel

À la demande du Gouvernement du Cameroun, le GIC consacrera à nouveau deux visites statutaires annuelles dans le pays à partir de 2007.

Le Groupe a fixé ses prochaines visites et rencontres pour l'année 2007 comme suit :

- Douzième visite statutaire au Cameroun et au Tchad du 28 avril au 19 mai 2007;
- Treizième visite statutaire au Cameroun et au Tchad du 10 novembre au 1er décembre 2007;

- Visites ponctuelles si les événements l'exigent.

Par ailleurs, le Groupe tiendra régulièrement des appels conférence pour préparer et faire le bilan de ses missions.

Communication

Pour toute information complémentaire, contacter le Secrétariat du GIC :

Secrétariat du GIC
a/s Christiane LeBlanc
5 Place Ville Marie, bureau 200
Montréal (Québec)
Canada H3B 2G2
Téléphone : +1 (514) 864-5515
Télécopieur : +1 (514) 397-1651
Courriel : secretariat@gic-iag.org
Site web : www.gic-iag.org